

# Lutte de classe

## PT : Le PS sait... faisons comme si nous ne savions pas

Je vous propose la lecture critique de quelques articles du n° 809 d'*Informations ouvrières*, je vous avoue que je n'ai eu ni le temps ni l'envie de lire les autres articles attentivement.

Page 6, Marguerite Leuwen revient sur une déclaration de Rocard : « *Ce parti est né en 1905 sur une ambiguïté... Il ne sait toujours pas s'il doit accepter l'économie de marché* » (*Le Parisien*), répondant : « *Il sait que le PS n'est pas pour en finir avec « l'économie de marché »* ».

Secret de polichinelle toutefois sans démentir l'affirmation de Rocard qui prétend que le PS ne saurait toujours pas s'il doit accepter ou non « *l'économie de marché* » ce qui signifie qu'il existerait au PS une tendance qui serait sur une ligne de rupture avec le capitaliste, nuance de taille qui ne m'a pas échappé et que la suite de son article confirme.

Lambert-Gluckstein nous avait déjà fait le coup en 81, sans que l'on ait trouvé la moindre trace de cette tendance 26 ans plus tard, si je me réfère aux propos d'Emmanuel qui me paraît semble-t-il est bien placé pour savoir de quoi il parle puisqu'il est membre du « Nouveau PS » qui représente l'aile gauche du parti ou soi-disant telle, vous lirez plus loin des extraits de son intervention à l'université d'été du PS au cours de laquelle il a expliqué que le PS défendait la propriété privée des moyens de production depuis 1983 (bien avant en réalité), ce qui suffit à définir la nature de classe de ce parti, bourgeoise, incompatible avec l'existence en son sein d'une tendance combattant pour la rupture avec le capitalisme.

Pourquoi le PT soutient-il le contraire et trompe-t-il ainsi travailleurs et militants ? A qui profite le crime ? Vous avez tous deviné.

Comme ils n'en sont plus à une contradiction près au PT, Marguerite Leuwen après avoir confirmé que le PS « *n'est pas pour en finir avec « l'économie de marché »* » elle écrit : « *Il veut, en mettant en cause la tradition du PS de 1905 — constitué par Guesde et Jaurès comme un parti de lutte de classe —, amener le PS à aller plus loin encore, en rompant avec cette référence — même formelle — à 1905 et au mot .* ». De deux choses l'une, s'il n'est pas pour en finir avec le capitalisme, c'est que la nature de classe du PS repose sur le capitalisme, ce qui permet de le définir comme un parti bourgeois, dans ce cas-là comment pourrait-il aller plus loin dans le reniement du socialisme puisqu'il a déjà rompu avec lui ? A moins que cette dirigeante du PT prétende le contraire, ce qui signifierait finalement que la composition sociale d'un parti et la forme de propriété des moyens de production qu'il défend ne constitueraient pas les bases fondamentales qui permettent de définir sa nature de classe. Et c'est bien le cas ici. Alors on attend que les dirigeants du PT nous expliquent ce qui détermine la nature de classe d'un parti en représentants et défenseurs du marxisme qu'ils prétendent être, car je n'ai rien inventé, je n'ai fait que reprendre la définition de Marx et Lénine.

De plus, le parti qu'elle définit comme un parti de classe et dont elle prend la défense, entendez par là un parti ouvrier ou ouvrier bourgeois, c'est la SFIO qui sombrera comme un seul homme dans le camp du social-patriotisme au premier coup de canon en 1914, ce qui me fait dire qu'il ne constitue pas vraiment un modèle de parti ouvrier, ce qui ne remet pas en cause le fait qu'il ait été caractérisé comme un parti ouvrier à l'époque, disons à défaut de mieux (sur le plan historique uniquement disait Lénine), d'une part, d'autre part, l'attachement de ses dirigeants à combattre pour en finir avec le capitalisme ne constituait pas le fondement de leur combat politique, ce qu'ils ont prouvé avec éclat en capitulant devant leur propre bourgeoisie à la première occasion, ce que cette dirigeante du PT passe sciemment sous silence, et pour cause, bien que comme modèle de parti ouvrier on ne puisse guère trouver pire, Lambert-Gluckstein-Schivardi ont décidé de s'en servir pour construire leur nouveau parti ouvrier indépendant, aussi indépendant sans doute que pouvait l'être la SFIO de 1905 par rapport à la bourgeoisie.

Elle reproche à Rocard de vouloir détruire le PS, cela signifie que les dirigeants du PT souhaitent qu'il continue d'exister tel qu'il est, parce qu'il pourrait encore remplir un rôle utile aux côtés du prolétariat,

alors qu'il trahit quotidiennement ses intérêts, au nom du socialisme qu'il contribue à avilir et à salir pour détourner les masses populaires du socialisme scientifique de Marx et Engels. Bien que le PS n'ait plus rien à voir avec le socialisme, étant donné que certains de ses dirigeants continuent de parler en son nom et qu'il continue d'être présenté comme tel par l'UMP, l'ex-UDF et les médias, il est normal qu'un grand nombre de travailleurs qui ne sont pas capables de faire la distinction entre le socialisme révolutionnaire et l'idéologie réformiste bourgeoise que véhicule le PS, identifient ce dernier au socialisme. C'est dans ce sens qu'il constitue un obstacle à la construction du parti, un obstacle qui n'est pas insurmontable si l'on s'en donne les moyens politiques. Ainsi, les dirigeants du PT apportent leur contribution à la survie d'un parti bourgeois se réclamant abusivement du socialisme et qui plus est, constitue un obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays. Par conséquent, il n'est pas exagéré de dire qu'à leur manière les dirigeants du PT soutiennent le PS en lui souhaitant longue vie, et le gouvernement par la même occasion.

Sur quels facteurs déterminants les dirigeants du PT s'appuient-ils pour supporter ainsi le PS ? Ils ne nous le disent nulle part. Ils affirment sans étayer leur position avec le moindre argument, on ne trouvera pas le moindre début d'explication ou de démonstration. C'est à prendre ou à laisser, la méthode habituelle des partis qui n'ont de démocratique que le nom.

Posons-nous une question : le PS n'aurait-il pas rompu depuis près d'un siècle avec la nature de classe des rapports de production pour lesquels il prétendait combattre, c'est-à-dire pour en finir avec la propriété privée des moyens de production ? Fondamentalement, les déclarations de circonstance des uns et des autres au fil des ans n'ont qu'une importance relative que l'on peut exploiter sur le plan tactique, mais sur le plan stratégique, seuls les faits concrets comptent et permettent de définir avec précision la nature de classe de ce parti. Je ne parle pas de faits isolés, ce qui fausserait notre analyse ravalée à une abstraction. A lire pour s'en convaincre, avant d'aborder la suite de ce texte : *L'impérialisme et la scission du socialisme de Lénine*, 1916 (6 pages seulement).

Pour déterminer la nature de classe du PS, les dirigeants du PT ne se basent pas sur les faits et l'évolution organique ou programmatique de ce parti, mais uniquement sur les déclarations et les intentions de ses dirigeants. Il suffit qu'il s'en trouve un qui se réclame du socialiste ou qui prétende combattre pour en finir avec le capitalisme pour que les dirigeants du PT se hâtent d'en tirer la conclusion que l'origine de classe (ouvrière) du PS est préservée et appeler au front unique avec ce parti.

Si un élu du PS résiste à une mesure du gouvernement, c'est la preuve qu'ils existent des « *socialistes authentiques* » au PS. Je me demande ce qu'ils disent lorsqu'il s'agit d'un élu de l'UMP qui a le même comportement face au gouvernement. Dans ce cas là, ils diront que ce n'est pas pareil, qu'il ne faut pas tout confondre, le PS n'est pas l'UMP, bien que la nature de classe de leur programme soit identique, mais cela n'a pas d'importance pour ces marxistes.

Vous pensez que j'exagère, comment expliquez alors que des élus de l'UMP aient abouti dans les comités de soutien à Schivardi s'ils ne se foutaient pas éperdument du caractère de classe des partis ? Parce qu'il y aurait des « *démocrates authentiques* » à l'UMP, des « *républicains authentique au MRC* » ? Sans doute, mais bourgeois. Et s'ils pouvaient malgré tout jouer un rôle progressiste de nos jours, pourquoi devrait-on s'en priver ? Pourquoi pas effectivement, on pourrait très bien l'imaginer à l'occasion d'événements d'une importance capitale en pesant bien les avantages et les inconvénients, mais l'élection présidentielle ne présentait pas un caractère exceptionnel puisque les dés étaient jetés d'avance, à moins bien sûr de considérer la candidature de Schivardi comme susceptible d'infléchir ou d'inverser le cours des choses, or on a tous constaté que ce n'était pas le cas et que c'était impossible qu'il en soit autrement, à moins là encore de se prendre pour ce qu'on n'est pas ou de prendre ses désirs pour la réalité, tendance confirmée par les mésaventures du candidat Schivardi avec l'AMF semble-t-il. Autre question que posait Lénine : comment aider le prolétariat à y voir clair en faisant l'unité avec la « *racaille* » (Marx) opportuniste ?

Au PT, ils oublient qu'un parti n'est pas une addition ou ne se réduit pas à une somme de militants individuels ayant des états d'âme, le propre des petits-bourgeois, mais qu'il est une oeuvre collective construite autour d'un axe et d'un objectif dont la nature est définie par le caractère de classe de son programme, ou plus précisément la façon dont s'exprime quotidiennement dans la lutte des classes la mise en oeuvre de son programme. S'ils prétendent maintenant qu'un militant peut défendre n'importe quel programme dans n'importe quel parti, autant dire que c'est l'existence même de la notion de parti

qui est remise en cause ou qui ne veut plus rien dire. Auquel cas nous n'aurions plus rien à ajouter, sauf que cela prouve qu'ils n'ont pas réellement l'intention de construire le parti dont le prolétariat a besoin pour renverser la bourgeoisie, ce dont je suis personnellement convaincu.

Reprenons l'article consacré à l'université d'été du PS.

Sans remonter à la constitution de la SFIO, voyons ce qu'a dit Emmanuelli, qui je le rappelle, représente l'aile « gauche » du PS :

- « *Pour celles et ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, il y a longtemps que nous avons accepté l'économie de marché et, dans l'ensemble, nous l'avons plutôt bien gérée.* »

- « *Comment ose-t-on demander, sans crainte du ridicule, à un parti dont est issu le directeur général de l'OMC (Pascal Lamy, NDLR) et demain peut-être celui du FMI (Dominique Strauss-Kahn, NDLR) d'accepter 'enfin' l'économie de marché?* »

- « *Parvenus au pouvoir, les socialistes ont bel et bien accepté l'économie de marché. Ils l'ont fait très précisément le vendredi 23 mars 1983 à 11h du matin " lors du conseil des ministres qui décida sous la direction de François Mitterrand " de rester dans le système monétaire européen et de mettre en oeuvre un plan d'austérité* ».

Et Hollande de préciser : « *Cette question ne fait pas débat entre nous, « l'économie de marché » est notre environnement* ». Bref, c'est un fait accompli depuis belle lurette. On ne peut pas être plus clair. Et pourtant, au PT, ils n'ont toujours pas compris ou plutôt ils feignent de ne pas avoir compris.

Ce ne sont pas là des déclarations ou des vœux, mais des faits précis et concrets, le vendredi 23 mars 1983 à 11h du matin, le PS a mis en oeuvre un programme économique, social et politique s'inscrivant dans le cadre et la perspective de la préservation de la propriété privée des moyens de production, inutile de revenir sur la nature de classe du FMI et de l'OMC que tous les militants connaissent bien.

Non seulement le PS est passé avec armes et bagages dans le camp de la réaction en 1914, 69 ans plus tard, en 1983, il y a donc 24 ans, il a adopté un programme de classe basé sur la propriété privée des moyens de production. Par rapport à la période précédant la seconde guerre mondiale où il jouait encore un rôle d'attraction pour une partie de la classe ouvrière, dès 1983 (en fait bien avant, depuis 1958, à préciser), l'analyse de sa composition sociale et la nature de classe de son programme auraient dû nous conduire à le classer définitivement dans le camp de nos ennemis.

Pourquoi les dirigeants du PT (ex-OCI-PCI) ne l'ont-ils pas fait ? N'est-on en droit de nous interroger dès lors sur la politique qu'ils ont mis en oeuvre depuis 1958 (et avant) ? Quand on sait que cette politique se réduit au front unique PS-PCF, n'est-on pas en droit de douter de la nécessité de la mettre en oeuvre, surtout au regard de la situation politique épouvantable qu'elle a contribué à créer ? L'adoption de cette tactique et l'orientation politique qui l'a accompagné pendant des décennies, n'ont-ils pas finalement contribué de manière significative à la décomposition du mouvement ouvrier ?

Lorsqu'on lit (étudie) *Défense du marxisme* de Trotsky (1937-40) et *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine (1916) et que l'on compare les perspectives politiques qui s'en dégagent avec les perspectives politiques du *Programme de transition* (1934) qui ont été défini dans la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat à l'issue de la seconde guerre mondiale, alors qu'il s'est avéré incapable d'accomplir cette tâche au cours de cette période et les années qui ont suivi la guerre, on est légitimement en droit de se poser des questions sur la validité de la tactique du front unique préconisé par Trotsky.

Loin de moi l'idée d'opposer Trotsky à Lénine ou Engels, cela ferait la part trop belle à nos ennemis, mais sachant qu'ils furent (Lénine et Trotsky) souvent en désaccord sur la tactique à adopter face aux opportunistes, aux réformistes, que Trotsky eut un penchant pour la conciliation entre les différentes tendances issues du mouvement ouvrier, ce qu'il a reconnu plus tard en reconnaissant que Lénine avait eu raison presque à chaque fois, je me demande si l'adoption de la tactique du front unique n'a pas été la traduction d'une lecture littérale, à la lettre comme aurait dit Lénine, sans tenir compte qu'elle avait été formulée dans le cadre d'une perspective politique qui finalement ne s'est pas

réalisée, le prolétariat n'étant parvenu dans aucun pays à prendre le pouvoir ni même à avoir les moyens d'y prétendre, puisqu'il n'existait même pas l'embryon d'un parti révolutionnaire dans la quasi-totalité des pays.

Pourquoi devrait-on en rester à un texte rédigé par Trotsky et ne pas prendre en considération certains ouvrages d'Engels et de Lénine ou d'autres ouvrages de Trotsky pour tenter de répondre plus précisément encore à la question que je viens de soulever ? Y aurait-il des tabous ou des superstitions chez les trotskystes ?

Cette complicité objective entre le PT et le PS est d'autant plus navrante, que le PS s'engage aujourd'hui à combattre directement aux côtés de Sarkozy. Il ne se contente plus de proposer ou de justifier des mesures antiouvrières ou du consensus UMP-PS, il dit à Sarkozy ce qu'il doit faire en lui fournissant des arguments pour mettre en pratique sa politique réactionnaire, ce qui constitue une déclaration de guerre contre le prolétariat. Jugez plutôt.

- Jean-Marc Ayrault s'en est pris au « *poids toujours croissant des dépenses qui assaillent notre protection sociale, cause de notre atonie économique* », traduction : pour soulager la crise économique, nous nous engageons à vos côtés à liquider la Sécu, c'est une bonne mesure.

- Hollande s'engage à combattre aux côtés de Sarkozy pour aboutir à l'allongement de la durée du travail journalier ou hebdomadaire : « *la France, globalement, doit travailler plus* », merci patron ! Y compris les Rmistes, les vieillards, les culs-de-jatte et les manchots sans doute !

- les amis de Strauss-Kahn ont déclaré : l'évolution des conditions de vie « *peut justifier d'allonger le nombre d'années d'activité* » puisque l'on vit plus longtemps, on doit travailler plus longtemps, donc nous combattons contre le droit à la retraite à taux plein à partir de 55 ou 60 ans.

Si après cela on ne peut pas encore les qualités d'ennemis, qu'est-ce qu'il vous faut ? Qu'ils nous tirent dessus ? C'est déjà fait !

Voici la conclusion à laquelle je suis arrivée.

Aujourd'hui plus que jamais, nous constatons que la totalité de la politique des gouvernements est entièrement subordonnée à la survie du capitalisme dans des proportions inégalées dans le passé, dans la mesure où son application nécessite la destruction de tous nos droits sociaux et démocratiques qui inclut de neutraliser, museler ou détruire tous les partis et organisations se réclamant du mouvement ouvrier, tout mot d'ordre, toute orientation politique qui ne serait pas relié en permanence à la nécessité d'en finir avec le capitalisme et les institutions qui lui servent de support dans chaque pays, ne pourrait conduire qu'à une impasse politique, à une trahison des intérêts fondamentaux du prolétariat qui trouve son expression politique consciente dans le programme de la révolution socialiste internationale. Et si vous avez eu le temps de lire *L'impérialisme et la scission du socialisme*, ajoutez que l'unité avec les réformistes ne peut conduire qu'à « *asservir le prolétariat à la bourgeoisie* », et que par conséquent, elle constitue une trahison de la révolution prolétarienne.

Se contenter de dresser la liste des conséquences dramatiques pour le prolétariat et la majorité de la population qu'engendre la survie du capitaliste est insuffisant. Il faut clairement avancer la nécessité de l'abolir et de passer à un mode de production qui ne sera plus axé sur la réalisation du profit mais qui prendra en compte exclusivement les besoins de la population, ainsi qu'un mode de distribution où le produit du travail ne sera plus accaparé par une infime minorité mais bénéficiera à l'ensemble des producteurs.

Poser la question : « *abroger les contre-réformes est-ce possible ?* » (éditorial IO N°810), sans poser la question : abroger les contre-réformes est-ce possible sans abolir le capitalisme, sans en finir avec les institutions de la Ve République, c'est comme donner un coup d'épée dans l'eau, c'est en dernière analyse, prétendre qu'il serait possible de les abroger dans le cadre du régime capitaliste. Cette orientation politique incarne sous le masque trompeur de la rupture avec l'UE, l'idéologie réformiste.

Page 7, « *Oui, il y a une solution : la rupture avec la Banque centrale européenne, dont l'inféodation à la banque centrale américaine vient une nouvelle fois d'être démontrée, la rupture avec le traité de Maastricht, qui stipule que la BCE « ne doit pas accepter des instructions (...) des gouvernements » et que ceux-ci « s'engagent à respecter ce principe » « et à ne pas chercher à (l') influencer (...) ».* La première condition, c'est rompre avec l'Union européenne. »

Et la Banque de France deviendra part enchantement la banque des travailleurs ! À force de défendre la nation, la république (bourgeoise)... Non la première condition, c'est d'engager le combat pour en finir avec les institutions et la constitution de la Ve République qui sont les piliers du régime, objectif qui une fois atteint permettra immédiatement de rompre avec l'Union européenne et non l'inverse.

Page 8. Annonce de la création de leur nouveau parti les 24 et 25 novembre 2007, dont acte.

Intervention d'un militant du PT : « *On nous a dit : « Oui, mais ce sont les mêmes personnes qui construisent ce parti et sont responsables de syndicats. »*

*On a répondu que si les syndicats doivent rester indépendants, il est vital que se construise un parti ouvrier pour préserver l'indépendance et l'existence des syndicats en face des gouvernements. »* C'est tout ? Vous êtes sûr de n'avoir oublié personne par hasard ?

Ajoutons, et en face des appareils pourris. Ils ont la fâcheuse tendance à les oublier. Incorrigibles !

Il faut préciser à propos de l'attitude du PT envers les appareils. Ils expliquent qu'il ne sert à rien de dénoncer et de s'attaquer aux appareils, le meilleur moyen de les combattre résiderait dans notre engagement militant au près des travailleurs en défendant leurs revendications. A première vue cela se tient et peut sembler correct.

Le problème, c'est que les syndiqués sont les derniers à comprendre le rôle que jouent les dirigeants syndicaux ou alors ils s'en accommodent. Ce sont eux qui permettent aux Thibault, Mailly et Cie de diriger et contrôler les syndicats ouvriers et personne d'autre. La conscience de classe des syndiqués est en grande partie gangrenée par le réformisme, autrement dit par le corporatisme. Dans le meilleur des cas, ils sont prêts à se mobiliser lorsqu'un mot d'ordre qui les concerne directement est à l'ordre du jour, et le reste du temps, ils ne se sentent pas concernés. Sur le plan politique, ils ont le même comportement petit-bourgeois opportuniste. Alors de là à penser qu'ils pourraient constituer la base militante d'un parti ouvrier, il est fort recommandé d'en douter, à moins de vouloir construire un parti réformiste.

Un très grand nombre de travailleurs seraient prêts à se syndiquer, et quand ils expliquent que cela ne sert à rien, ils ne veulent pas forcément dire que les syndicats ne servent à rien, mais ils ont conscience quelque part que dans des syndicats dirigés par des traîtres c'est inutile, et on ne peut pas leur reprocher. Quand les travailleurs hésitent ou refusent de s'engager dans une bataille à l'appel des syndicats, c'est le plus souvent pour la même raison, parce qu'ils savent pertinemment qu'ils feront grève ou manifesteront pour rien, non pas au préalable parce que leur mobilisation serait trop faible, mais parce qu'ils ne pensent pas que les autres travailleurs vont s'engager dans la bataille, car ils leur prêtent le même état d'esprit que le leur, et ils n'ont pas davantage confiance dans les dirigeants syndicaux.

Quand le gouvernement Mitterrand-Mauroy a décidé d'appliquer une politique de rigueur qui s'est traduite immédiatement par le blocage des salaires, j'étais délégué syndical FO chez Konica (copieur, ex-U-Bix France). Sur les 400 salariés de l'entreprise, j'étais le seul syndiqué ouvrier, à côté existait la CGC. La direction japonaise a saisi l'occasion pour réduire l'augmentation générale des salaires qui s'alignait auparavant sur celle des prix. Non seulement j'étais le seul syndiqué ouvrier, la quasi-totalité des salariés d'U-Bix n'avaient jamais participé à une grève. J'ai pris le pouls de la situation, j'ai fait le tour des services, j'ai téléphoné et faxé aux 17 agences dans toute la France. Sûr de mon coup, j'ai lancé un mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à l'obtention d'une augmentation de 8,5%, si je me souviens bien, alors que la direction s'était arrêtée à 3 ou 4%. Les salariés avaient appris à me connaître au cours des deux années précédentes, je cumulais tous les mandats possibles ce qui me permettait de les connaître pratiquement tous, y compris les cadres. Ils connaissaient mon engagement politique. Ils se sont dits : ce délégué syndical là, il ne nous lâchera pas, il ira jusqu'au bout, cela vaut la peine qu'on s'engage. Et la grève fut totale, plus de 90% de grévistes, la boîte était

arrêtée. Assemblée générale tous les jours et vote démocratique à main levée. Au bout de quatre jours la direction a cédé, elle a même payé les jours de grève et les primes repas.

C'était la première fois que j'étais syndiqué et délégué syndical. Et c'est vrai que cette expérience m'a appris bien plus que tous les manuels de politique.

Vous comprenez pourquoi je ne peux pas partager la position du PT sur les syndicats, car il faudrait que l'expérience que je viens de relater soit une généralité pour qu'effectivement on puisse dire que c'est le meilleur moyen de combattre les appareils, sauf que mon cas est une exception hier comme aujourd'hui.

En disant : combattons pour faire aboutir les revendications, c'est le meilleur moyen de combattre les appareils et de défendre l'existence et l'indépendance des syndicats, comme il n'en est rien dans la pratique, en réalité cela aboutit à les laisser les détruire, tout comme nos droits.

Prenons une autre situation et admettons que j'ai pu bénéficier de conditions favorables. Considérons maintenant une situation où tout combat mènerait infailliblement à un échec, que les délégués syndicaux soient corrects ou non.

Imaginons que j'ai bossé dans une boîte vouée au dépôt de bilan et à la fermeture. Quoi que j'aie pu tenter, la boîte est fermée. En quoi le combat que j'ai mené a-t-il pu contribuer au combat contre les appareils ? A rien, absolument rien, pire encore, bon nombre de travailleurs penseront que je n'ai pas fait tout ce qu'il fallait et que je porte en partie la responsabilité de la situation. Et oui, camarades, on ne peut pas se contenter de jacasser sans cesse sur les bienfaits de la lutte des classes et éviter de dire les choses telles qu'elles se passent réellement. Il y en a marre de ces dirigeants qui traitent la lutte des classes comme on traite l'histoire dans les manuels scolaires.

Le combat contre les appareils doit être complémentaire du combat pour les revendications. Voilà ce qu'ils refusent d'admettre, car cela nécessiterait qu'ils rompent tous leurs liens avec les appareils, ce à quoi ils ne tiennent pas, on l'a tous compris.

Avant même de se lancer dans cette grève, les salariés d'U-Bix savaient parfaitement que leur revendication salariale s'inscrivait contre la politique du gouvernement PS-PCF-Radicaux de gauche soutenu par les appareils et mis en œuvre à la demande des capitalistes, parce que je leur avais expliqué en long en large et en travers. Quand ils m'ont demandé ce que pensait et faisait « mon syndicat », je leur ai répondu en souriant que je faisais mon boulot de délégué syndical et que si j'attendais le soutien de « mon syndicat », je pourrais attendre longtemps. Bien que ces salariés n'étaient pas syndiqués, leur question était lourde d'arrière-pensées sur la direction de « mon syndicat » je n'allais tout de même pas les désavouer et chanter les louanges des bureaucrates pourris de FO, je ne leur ai pas caché ce que j'en pensais, ce qui a dû les rassurer sur mes intentions réelles et ma détermination à mener notre combat jusqu'au bout.

Ne me demandez pas si ce combat me manque aujourd'hui, cette question me rend malade.

page 10. Lettre au maire d'Évry, Manuel Valls (PS) : le front unique quoi.

Qui est Valls au juste et quelle est son orientation politique ? Très bonne question à laquelle le PT répond lui-même page 6 du même numéro en reproduisant un article du *Figaro* daté du 27 août : « Ils (les rénovateurs soi-disant socialistes -NDLR) *prétendent vouloir* « jouer collectif », *mais* Le Figaro *pose la question* : « Qui tiendra le plus haut le flambeau de la rénovation ? Montebourg souhaite un « *Épinay moderne* », évoquant le congrès fondateur du PS de 1971 (...). Valls n'a pas renoncé à son idée de débaptiser le PS (...). Gorce veut présidentialiser le PS. » ». Valls en pointe pour définir le PS sur le modèle du parti démocrate américain, face à l'UMP qui apparaît de plus en plus jour après jour comme le frère jumeau du parti républicain de Bush.

On ne peut pas appliquer la tactique du front unique sans tenir compte d'un certain nombre de facteurs qui déterminent la nécessité ou non d'y avoir recours, le contraire est suicidaire, criminel.

Deux situations sont possibles.

Dans la première, le PCF ou le PS met en avant une revendication qui présente un caractère progressiste incontestable pour le prolétariat, dans ce cas là, on peut admettre qu'il faille soutenir cette revendication, la reprendre à notre compte et engager le combat pour que l'ensemble des partis du mouvement ouvrier y adhèrent et engagent la bataille unitaire. Que cette démarche engagée par l'un de ces partis ne soit pas sans arrière-pensées ne doit pas nous détourner de son caractère de classe qui pour nous constitue l'élément fondamental qui détermine son contenu, sauf si le développement de la situation politique en rapport avec l'activité de ces partis contribuait à affaiblir ou présentait une menace pour notre propre parti ou le prolétariat. Je parle ici d'une revendication à caractère politique et non d'une revendication de nature économique et sociale, bien qu'on puisse s'associer à ce type de combat, notre rôle de militant révolutionnaire n'est pas de nous substituer aux militants syndicalistes ou de concourir à l'amélioration du sort d'une partie seulement de la population, afin de lui permettre de mieux supporter les conséquences de la survie du capitalisme, mais de le combattre sur le plan politique pour préparer et précipiter sa chute. Notre objectif politique n'est pas de soulager la misère humaine, mais de l'éradiquer. Toute autre attitude reviendrait à se placer sur le terrain du trade-unionisme, celui des dirigeants du mouvement ouvrier, des Ong et des associations liées au capital.

Dans la seconde situation, ce ne sont pas ces partis qui sont à l'origine de cette revendication pour la bonne raison qu'ils la combattent ouvertement. C'est le cas précisément de la réduction du temps de travail, des retraites, de la Sécu, du contrat de travail à durée déterminée, des services publics, des universités, etc. Nous nous trouvons placés précisément face à cette situation aujourd'hui, tout du moins en ce qui concerne le PS, sur l'ensemble de nos droits et revendications.

Le PS reprend à son compte le programme de Sarkozy et entend mener la bataille pour lui permettre de l'appliquer. C'est le contenu de l'offensive engagée contre le prolétariat par les dirigeants du PS lors de leur université d'été, qui vient s'ajouter au consensus UMP-PS-PCF au Parlement depuis 2002 et à leur participation à une cinquantaine de commissions où les représentants de ces partis élaborent en commun avec l'UMP les mesures antiouvrières que le gouvernement se chargera d'appliquer ensuite.

Dés lors, que l'on a compris que le PS est profondément engagé dans un front unique loyal avec l'UMP pour faire aboutir les revendications correspondant aux intérêts du capitalisme financier, il dit clairement dans quel camp il a décidé de combattre, quelle classe sociale détermine son action politique, la bourgeoisie, dans ces conditions là, comment est-il possible de prétendre qu'il pourrait prendre en compte à la fois les intérêts du camp opposé ? N'est-ce pas d'ailleurs le discours de Sarkozy qui se présente comme le président de tous les Français ou lorsqu'il parle au nom des intérêts des travailleurs ? Sur quel terrain se situe au juste le PT et ses satellites qui prônent le front unique avec le PS ? Pour le compte de qui ? Si Sarkozy a fait référence à Blum et Jaurès, ce n'est pas un hasard non plus.

Il faut être aveugle ou d'une mauvaise foi incurable pour ne pas comprendre au regard des faits et non des déclarations, que le PS est devenu un parti bourgeois et qu'en tant que tel il combat ouvertement aux côtés de Sarkozy contre le prolétariat.

Prenons un exemple. Alors que le PS s'est engagé dans le combat pour liquider les services publics, le PT s'adresse aux élus du PS pour leur demander de combattre pour le maintien des services publics. Mais par leur seule présence au sein de ce parti ils cautionnent la politique de ce parti qu'ils le veuillent ou non n'y change rien. D'ailleurs, s'il en était autrement, ils ne figureraient pas dans les instances supérieures de leur parti et ne seraient pas désignés comme candidats pour le représenter ensuite lors des différentes élections, la direction du PS ferait tout pour les marginaliser, les écarter. De plus, s'ils défendaient une politique fondamentalement opposée à celle de la direction du PS, ils seraient virés à un moment donné. Vous aurez compris que la position d'un élu du PS se situe sur un plan strictement individuel et que sa valeur n'excède pas celle d'un acte isolé, une abstraction, mais une abstraction qui doit être reliée à une réalité bien concrète qui a un caractère permanent pour déterminer la nature de son engagement : son appartenance à un parti bourgeois.

A ce point de notre analyse, nous sommes en présence de deux facteurs dont il faut maintenant déterminer lequel des deux est déterminant ou l'emporte sur l'autre. Qu'est-ce qui l'emporte, l'appartenance d'un élu à un parti qui combat quotidiennement contre le prolétariat aux côtés de

Sarkozy et qui se situe dans le camp de la bourgeoisie, ou la position individuelle d'un membre de ce parti qui se positionne sur une question particulière contre la position de son parti tout en cautionnant la majorité de sa politique dont la nature de classe est conforme aux intérêts de la bourgeoisie ?

Pour pouvoir répondre à cette question, il faut se poser la question suivante : quel est l'objectif politique auquel notre tactique doit être subordonnée ?

Notre objectif en tant que militant révolutionnaire est-il l'amélioration temporaire de la situation du prolétariat ou de construire le parti en intervenant dans la lutte des classes afin que le prolétariat en finisse avec le régime ? Sur quel terrain se situe notre combat ? Celui du réformisme ou sur celui du socialisme révolutionnaire ? Nous plaçons-nous dans le cadre et la perspective de la survie du régime ou dans ceux de son abolition ? Voilà la question fondamentale qui doit nous permettre de déterminer la tactique correcte à adopter.

On pourrait revenir sur les facteurs qui déterminent la nature de classe d'un parti et nous arriverions à la même conclusion. Un parti serait-il finalement que l'addition d'adhérents et de positions individuelles en apparence contradictoires, ou sa nature de classe serait-elle déterminée par sa composition sociale et la forme de propriété (et de distribution) des moyens de production contenue dans son programme (sa charte ou sa constitution interne à laquelle chaque militant adhère en entrant dans ce parti) et pour lequel il combat ?

Il est évident que la démarche qui consiste à s'adresser à des élus du PS, à prôner le front unique avec le PS chaque matin, fait l'impasse totale sur les facteurs déterminants qui viennent d'être abordées. Ce sont des questions qui ne se discutent plus depuis 73 ans apparemment.

En se rendant chez un élu du PS, qui plus est, chez un élu qui a pris position pour la privatisation d'un hôpital public, le PT se place délibérément sur le terrain du trade-unionisme, en ignorant la nature sociale du PS. Le PT entretient ainsi la confusion savamment entretenue de son côté par les dirigeants du PS et les médias sur leurs réelles intentions, sur leur volonté à engager le combat contre Sarkozy, bref sur la nature de ce parti, ce qui rend de surcroît un service inestimable au gouvernement.

Les dirigeants du PT ne déterminent pas la nature de classe du PS par rapport à son programme ou des faits concrets, mais par rapport à des prises de position individuelle, qui, quand bien même elles n'existeraient pas, ils s'emploieraient à créer les conditions pour rallier quelques élus à leur position au moyen d'artifices dans le seul but de prouver que leur tactique est correcte, alors qu'en réalité, elle ne fait que subordonner les travailleurs et le mouvement ouvrier aux appareils dont l'existence est liée uniquement à la survie du régime. Je le répète encore fois, lisez absolument *L'impérialisme et la scission du socialisme* de Lénine, ce que je viens d'expliquer y est écrit en toutes lettres, et n'allez pas croire que j'aurais « copié » ou parodié Lénine, je n'ai lu les 6 six pages de l'ouvrage cité que ce matin, alors que la rédaction du document que vous êtes en train de lire a été commencée depuis une semaine, je ne fais ici que le compléter et le corriger.

Le reste de l'article de Marguerite Leuwen consacré au PCF et à la LCR n'a que peu d'intérêt puisqu'en ce qui nous concerne, elle ne fait que répéter ce que nous savons déjà à peu de choses près.

Je n'ai pas eu le temps d'analyser les derniers développements au sein du PCF, mais je pense que pour l'essentiel, ce que j'ai écrit à propos du PS s'applique aussi au PCF, sans doute avec des nuances, à moins que ses dirigeants ne se soient engagés à abandonner dans leur programme et leur charte d'adhésion la collectivisation des moyens de production, et qu'ils aient repris à leur compte le programme de combat de Sarkozy contre le prolétariat. Si c'était le cas, seule la composition sociale du PCF permettrait encore de le caractériser comme un parti ouvrier-bourgeois. Reste à savoir quel serait dans la situation présente l'élément déterminant, sa composition sociale ou son programme.

Quant à la LCR, parti honni par les dirigeants du PT, non pas parce qu'il leur fait concurrence en se référant au trotskysme ou qu'ils les rendraient responsables de la scission de la IVe Internationale en 1952-53, mais plutôt parce qu'il révèle au grand jour les travers et les vices incurables qui leur sont communs et que les dirigeants du PT s'emploient à camoufler comme ils peuvent à coup de citations

et de déclarations de nature à les faire passer pour d'authentiques révolutionnaires, je veux évidemment parler de la gangrène du réformisme qui les ronge tous les deux depuis un demi-siècle.

Marguerite Leuwen s'emploie ici précisément à le démontrer encore une fois, je cite : « « *Le vieux mouvement ouvrier* » (avec lequel la LCR veut rompre - NDLR), c'est celui qui considère que les patrons et les travailleurs n'ont pas les mêmes intérêts, que la lutte des classes est une réalité, qu'il faut, pour cela, des syndicats indépendants qui défendent les seuls intérêts des salariés, des partis qui ont pour but d'en finir avec le capitalisme. Ces « vieilles » questions sont d'une brûlante actualité. C'est là le sens - à l'opposé des « rénovateurs », qui ne font qu'appliquer de vieilles recettes - de l'initiative de tenir une convention pour un parti ouvrier indépendant, fondé sur la lutte de classes. ».

Où est le lézard demanderez-vous en lecteurs attentifs et sérieux ? C'est très simple à comprendre. Comme un parti fondé uniquement sur la *lutte des classes* n'a jamais permis au prolétariat de prendre le pouvoir dans aucun pays dans le monde au cours du XXe siècle, il n'y parviendra pas davantage demain, ce qui revient à capituler.

L'existence d'un parti ouvrier ayant pour but d'en finir avec le capitalisme ne constitue pas une garantie suffisante non plus pour affirmer avec certitude qu'il correspond au parti dont le prolétariat a besoin pour vaincre. Reste à savoir si la tactique qu'il met en oeuvre à chaque étape de la lutte des classes est subordonnée à cet objectif, nous avons vu plus haut que ce n'était pas le cas du PT. Dit autrement, tout dépend si ce parti à chaque étape de la lutte de classe est capable de mettre en oeuvre des mots d'ordre, de définir une tactique et une ligne politique correctes qui permettent d'avancer vers cet objectif.

Au fait, pourquoi rajouter « *indépendant* » derrière parti ouvrier ? Si les futurs adhérents doivent au préalable approuver la charte de ce parti qui regroupe les points essentiels de son programme et qu'y figure le combat pour en finir avec le capitalisme, cela ne suffit-il pas à en faire un parti indépendant de la bourgeoisie ?

On a une nouvelle preuve ici que pour le PT la forme de la propriété des moyens de production (et de distribution) qui figure dans le programme d'un parti ne détermine pas sa nature, ce qui permet de recruter des petits-bourgeois à la pelle qui restent ensuite fidèles au capitalisme à travers l'idéologie réformiste. Du moment qu'ils achètent et si possible vendent *Informations ouvrières*, si en plus ils sont solvables et généreux, tout est pour le mieux.

Sérieusement, pensez-vous vraiment que c'est avec de tels partis que l'on prendra un jour le pouvoir ?

Excusez-moi, j'avais tout simplement oublié que le combat pour en finir avec le capitaliste ne figurait pas dans la charte du PT ! Pour rappel, voici les quatre points de cette charte : la reconnaissance de la lutte des classes, la laïcité de l'école et de l'État, l'abrogation des institutions antidémocratiques de la Ve République, et l'indépendance réciproque des partis et des syndicats. Comme quoi il faut être vigilant. Nous reviendrons ailleurs sur le parti qu'ils entendent construire, un PT au rabais si je me réfère à plusieurs interventions de militants du PT lu dans les derniers numéros d'*Informations ouvrières*, où leur charte en quatre points aurait été divisée par deux se réduisant désormais à la rupture avec l'Union européenne et la reconnaissance de la lutte des classes.

Bien entendu l'ensemble des militants révolutionnaires adhèrent totalement à la charte actuelle du PT, on pourrait alors se poser la question de savoir pourquoi ils ne militent pas dans ce parti. Excellente question. A partir du moment où ne figure pas l'objectif stratégique d'en finir avec le capitalisme, cela signifie que toutes les combinaisons (et tous les compromis) sont possibles sur le plan tactique sans qu'elles soient forcément subordonnées à cet objectif, ce qui aboutit à combattre dans le vide ou conduit fatalement à une impasse politique, et à ne rien construire du tout.

Finalement, la LCR et le PT se situent bien fondamentalement sur le même terrain du réformisme, et ce qui les distingue ne doit pas nous aveugler.

Pour démontrer que le PT serait radicalement différent de la LCR et que leur parti constituerait un réel danger pour le pouvoir en place, et qui prendrait parait-il la chose très au sérieux, ils évoquent régulièrement le boycott dont ils font l'objet dans les médias, etc. , bref, à côté la LCR (et LO) ne serait pas logé à la même enseigne et profiterait des largesses du pouvoir. Cela est vrai, mais en partie

seulement, et j'en veux pour preuve un article de Fillon qui était paru dans *Le Monde* en juin 2006, d'une violence inouïe et lourde de menaces dignes d'un régime policier ou d'une dictature, et dont je suis sûr les militants du PT n'ont jamais eu connaissance dans *Informations ouvrières*. Que Sarkozy est fait de la pub pour le parrainage de Besancenot 10 mois plus tard et que la LCR soit sur le point de balancer la référence au trotskysme ne change rien à la teneur des propos tenus par Fillon.

Voici cet extrait (dans le site Internet de *La Commune*) : « Il est temps de dire que l'extrême gauche défend des idées insensées qui, si elles étaient appliquées, couleraient la France. Il est temps de dire que « sa » lutte des classes relève d'une démagogie dangereuse. Il est temps de dire que ce parti méprise la démocratie, que son bagage culturel et historique s'est avéré désastreux sur le plan social, et meurtrier pour des peuples entiers. J'aimerais qu'on m'explique en quoi le trotskisme mérite d'être respecté ! Il est trop facile de dire que tout cela date d'une autre époque. Pour un pays comme le nôtre qui, semble-t-il, est sourcilieux en matière de mémoire historique, j'estime qu'il y a de la négligence à ne pas traiter l'extrême gauche comme elle devrait l'être : c'est-à-dire avec fermeté.

Il faut examiner de près ce qui se dit et s'écrit à la LCR. A l'occasion de son 15e congrès, ce qui fut débattu et adopté mérite d'être pris au sérieux et non de façon badine : « La gauche anticapitaliste et révolutionnaire défendra une perspective de rupture avec l'économie et les institutions capitalistes... » Elle préconisera « l'appropriation sociale des principaux secteurs de l'économie, de l'auto-organisation et de l'action directe des travailleurs pour instaurer une démocratie socialiste... » (*Le Monde*, 29.06.06)

Je profite de cet espace pour revenir sur la question du mot d'ordre de la rupture avec l'Union européenne. Vous avez constaté que le PT emploie la même tactique opportuniste en Amérique Latine et ailleurs.

Concernant la situation politique au Brésil, au Pérou et en Uruguay, le PT explique : « *L'élément commun entre ces trois faits (mobilisation des masses), c'est le choc entre les besoins immédiats des masses et les politiques de subordination à l'impérialisme menées par ces trois gouvernements.* » .

On s'attendrait à ce qu'ils embrassent sur la nécessité d'engager le combat dans chacun de ces pays contre leur gouvernement respectif et les institutions sur lesquels ils s'appuient. Pas du tout, vous n'y êtes pas. Ils nous baladent à Bruxelles, ils les baladent à Washington.

« *Cela ne pose-t-il pas partout la question de l'arrêt de ces politiques anti-ouvrières et antinationales, donc de la rupture avec les traités dits de « libre commerce » qui les orchestrent ? N'est-ce pas la question posée à tout le mouvement ouvrier, du nord au sud du continent ?* ». On retrouve la même politique opportuniste à caractère social-chauvin, nationaliste, que le PT développe en France. Le combat contre tous les traités est certes indispensable, mais dans le cadre du combat pour en finir avec le régime en place et non comme une fin en soi.

Le PT ne peut pas poser la question du gouvernement et des institutions en France comme au Brésil où ailleurs, parce que sa ligne politique n'est pas subordonnée à l'objectif de la chute du régime mais « *aux besoins immédiats des masses* », ils le disent eux-mêmes. La rupture avec l'UE ou avec l'impérialisme américain n'a pas pour objectif d'en finir avec le capitalisme, ce processus doit seulement permettre de satisfaire les « *besoins immédiats des masses* », des revendications économiques et sociales qui s'inscrivent dans le cadre du capitalisme. Mais là où se situe leur manipulation, c'est qu'ils prétendent qu'en posant la question de la rupture avec l'UE, ils poseraient du même coup la question du pouvoir politique, ce qui est absolument faux comme je le démontre encore une fois ici.

On va nous dire qu'il s'agit d'un mot d'ordre transitoire ? Pourquoi pas. Que la question de la rupture avec le capitalisme ne se pose pas toujours de la même manière ou que l'on ne peut pas la poser directement à chaque étape de la lutte des classes, etc. C'est évident, mais là il s'agit d'autre chose, elle est littéralement évacuée. Si la politique est bien le concentré de l'économie, je voudrais bien qu'on m'explique pourquoi il serait impossible d'engager le combat contre le gouvernement et les institutions, sachant que les travailleurs savent pertinemment qu'ils sont au service des capitalistes de leur pays ? Quand ils se mobilisent, contre qui se dressent-ils ? Contre l'UE ou l'impérialisme américain, ou au contraire contre le gouvernement et les institutions de leur pays ? Si vous avez lu la

page 13 du n° 808 d'*Informations ouvrières*, vous aurez lu comme moi que les travailleurs brésiliens se mobilisent contre Lula, au Pérou contre Alan Garcia et en Uruguay contre Tabaré Vasquez. Dans ces trois pays, les travailleurs ne se sont pas trompés de cible, sauf qu'ils n'ont pas encore conscience de la nécessité de rompre dans leur pays avec le capitalisme, dont les dirigeants de leur pays représentent et défendent les intérêts (sans oublier ceux de l'impérialisme américain), et que le seul moyen d'y parvenir est de construire un parti révolutionnaire intégrant cet objectif.

A travers les différentes interventions qui figurent dans cette page et que le PT reprend à son compte, il demande à Lula, Garcia et Vasquez de rompre avec la politique qu'ils mettent en oeuvre, comme s'ils pouvaient en mettre en oeuvre une autre. Autrement dit, ils assignent à Lula, Garcia et Vasquez d'accomplir la mission que seul le mouvement révolutionnaire des masses sera capable d'accomplir en ayant à sa tête le parti qu'ils auront construit pour prendre le pouvoir. A partir de là, comment les masses pourraient-elles s'orienter vers la construction du parti, puisqu'on leur explique que Lula, Garcia et Vasquez pourraient régler tous leurs problèmes à leur place pour peu qu'ils le veuillent bien et qu'on les pousse un peu !

Vous vous souvenez qu'à plusieurs reprises j'ai posé la question suivante : mais à qui le PT demande-t-il de rompre avec l'UE ? On était tenté de répondre : personne, ni l'UMP ni le PS ni le PCF, bref, aucun parti n'est censé avoir la volonté de rompre avec l'UE. J'avais émis l'hypothèse qu'il s'adressait à Sarkozy, je l'ai écrit timidement car je craignais de passer pour un calomniateur ou d'être accusé de me livrer à un amalgame d'un mauvais goût. En lisant ce qu'ils ont écrit sur ces trois pays d'Amérique Latine, vous avez maintenant la réponse à cette question.

Après tout, si un gouvernement bourgeois, peu importe la forme, peut satisfaire en partie nos revendications transitoires, pourquoi ne les satisferait-il pas toutes un jour ou l'autre ? En passant, vous avez là le contenu programmatique du réformisme. Alors à quoi bon se compliquer la vie à mettre en avant ou relier ces questions à celles du pouvoir politique, au programme de la révolution socialiste. Dès lors, à quoi bon construire un parti sur la base de ce programme, n'est-ce pas ? Ce n'est pas mon point de vue, je me suis juste borné à mettre en évidence les contradictions que renferme la politique du PT.

page 14 sur Marx et Bakounine : une lacune ou une falsification pour justifier la politique du PT : Marx et Bakounine même combat ? Et moi qui croyait me souvenir que Bakounine et les anarchistes avaient finalement été virés de l'Internationale par Marx (et Engels). Pourquoi et pourquoi ne le dit-il pas ? Peut-être à cause de la tendance anarcho-syndicaliste fantôme du PT et l'existence de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples qu'ils entendent calquer sur la lère Internationale. A défaut d'arguments, une omission fera parfaitement l'affaire ici pour tromper ceux qui ne connaissent ni Marx ni Bakounine.

Au PT, ils semblent avoir un problème avec la question de l'État, car si j'ai bonne mémoire, c'est sur l'impossibilité de Marx et Bakounine de s'entendre sur cette question là que leur collaboration pris fin au sein de l'Internationale, mais je peux me tromper ou confondre.

La question de l'État est déterminante puisqu'elle nous ramène à la nature de la classe dominante dont il sert les intérêts, celle qui possède les moyens de production et de distribution, question qui détermine à son tour la nature des partis.

Ce qui est éloquent et qui m'épate, c'est que dans aucun site Internet du PT ou de groupes issus du PCI-PT vous ne trouverez de discussions sur des questions d'ordre théorique. Ah, des citations des maîtres du marxiste, vous en trouverez à foison pour justifier leur politique, mais point d'élaboration théorique personnelle, comme si Marx, Engels, Lénine et Trotsky avaient tout dit pour l'éternité.

J'avoue me servir de leurs enseignements théoriques, mais pas comme d'une béquille, je les utilise (de mémoire) en les reliant ou les comparant à mes propres réflexions théoriques, ce qui permet aux militants de s'apercevoir au premier coup d'œil si ma propre argumentation est en phase avec une définition de Marx par exemple ou si je délire complètement.

Je n'accepte pas que des militants me disent : ce que tu as écrit est correct s'ils ne sont pas capables par eux-mêmes de le prouver, de refaire ma démonstration, s'ils n'ont pas compris sur quelle base théorique repose mes positions.

Généralement, on peut lire des analyses pertinentes dans des publications à caractère théorique (*La Vérité*, par exemple), sans que soient développées pour autant les bases théoriques ou la méthode sur lesquelles elles reposent. Marx a expliqué ceci, donc on en déduit cela. Avec cette méthode les militants qui ont un niveau théorique très faible ne seront jamais capables de penser par eux-mêmes, ils feront peut-être d'excellents bureaucrates et carrière dans leur parti, mais face à une situation nouvelle, ils demeureront totalement incapables de s'orienter politiquement. On va peut-être nous expliquer quels matériaux ont permis à Marx d'en arriver à formuler telle ou telle théorie, mais cela ne nous dit pas de quelle manière il a procédé pour rassembler ces matériaux, de quelle manière il a mis en pratique la méthode du matérialisme dialectique, quelles hypothèses il a étudiées, lesquelles il a retenues et lesquelles il a écartées et pourquoi, on se borne le plus souvent à utiliser les résultats de ses recherches.

Même si l'on admet qu'un certain nombre de facteurs fondamentaux qui existaient à l'époque de Marx ou de Trotsky n'ont pas changé, il n'empêche que la société et le monde se sont profondément transformés depuis un siècle et demi ou depuis 67 ans. Cela veut dire que nous devons affronter des problèmes qu'ils pouvaient peut-être envisager pour certains d'entre eux mais pas tous, et qu'ils étaient incapables de définir à l'avance de quelle manière ils se présenteraient et de quelle manière il faudrait les aborder concrètement à un siècle de distance. Cela veut dire que nous devons parvenir à notre tour à synthétiser les développements de la civilisation humaine qui sont intervenus depuis leur époque, ce qui n'est pas une mince affaire il faut le reconnaître humblement.

Au lieu de se livrer à cette réflexion et cette étude, les uns et les autres s'emploient à répéter à la virgule près ce que disaient Marx, Engels, Lénine et Trotsky, ce n'est pas sérieux, c'est faire preuve purement et simplement de dogmatisme. Il vaut mieux avouer ne pas comprendre pourquoi les choses prennent telle ou telle tournure que de prétendre tout comprendre.

A plusieurs reprises j'ai écrit que je n'étais ni un théoricien ni un marxiste, tout simplement parce que je me suis rendu compte de la difficulté à parvenir à développer une théorie cohérente, à définir une orientation politique correcte, et d'autre part à se réapproprier les enseignements du marxisme. Cela ne peut être le fruit que d'un long et laborieux travail sur des années et des années. Dans *Défense du marxiste*, Trotsky a été jusqu'à écrire qu'il sera impossible qu'un nouveau théoricien marxiste de la valeur de Marx et Engels voit le jour tant que le capitalisme n'aura pas été aboli, donc ce ne sera pas demain la veille. Alors soyons modeste camarades. Tant que la discussion sur tout un ensemble de questions d'ordre théorique n'aura pas eu lieu entre nous, nous n'avancerons pas. Je ne dirai pas que j'en suis totalement convaincu, mais c'est la conclusion provisoire à laquelle je suis parvenue.

Je vous avouerais aussi que j'en ai marre d'entendre parler de la nécessité d'une "libre", "sincère", honnête" discussion. Pourquoi toutes ces précautions, parce qu'il pourrait exister une autre façon de discuter réellement ? C'est décidément curieux comme démarche. Elles reflètent la pression qu'exercent les idées de la classe dominante à l'intérieur du cerveau des militants. Pourquoi ne pas avouer ouvertement qu'on refuse la discussion, cela éviterait de perdre son temps

C'est comme écrire les adjectifs et les participes passés en les faisant suivre de leur version au féminin, au féminin plusieurs, par crainte de passer pour des machistes. Quand on parle de l'homme, il s'agit de l'être humain en générale, quand on parle des militants, c'est une formule générique qui englobe tous les militants hommes et femmes compris, alors pourquoi écrire les militants -es ? Pour céder à une mode de petit-bourgeois qui ont mauvaise conscience ? C'est déjà passer un compromis avec nos ennemis. Vous vous demandez jusqu'où les idées de la classe dominante peuvent se glisser dans nos rangs, jusque dans les moindres détails, vous en avez là un parfait exemple.